

[Traduction]

C'est à mon grand regret que je dois dire, monsieur l'Orateur, que pendant toutes les années où j'ai siégé à la Chambre à la gauche du fauteuil, je n'ai jamais vu notre gouvernement fédéral commettre autant de maladresses et d'erreurs que dans la façon dont il a traité les taxes de vente avec les provinces, ce que nous sommes en train de discuter ce soir. La façon dont le premier ministre et le ministre des Finances s'y sont pris dans cette affaire se caractérise par l'incompétence avérée, l'arrogance et l'opportunisme politique qui en contrepartie ont affaibli l'unité nationale.

Nonobstant la façon de voir simpliste du député que nous venons d'écouter, l'attitude du gouvernement actuel en est une d'intransigence car il semble partir du principe qu'Ottawa est omniscient et que si les provinces doivent être consultées on ne doit jamais les écouter, que toute la sagesse est ici à Ottawa et que les provinces ne peuvent jamais rien suggérer parce qu'une fois que le premier ministre a consulté ses bureaucrates fédéraux rien ne change plus quelle que soit la valeur des suggestions faites par les provinces. On ignore totalement les réalités du Canada d'aujourd'hui ainsi que ses diversités régionales et provinciales, on ne tient aucun compte de la constitution canadienne, des pouvoirs des provinces et de leur compétence.

La façon dont cette affaire a été menée par un gouvernement blasé est vraiment désarmante. Nous avons un gouvernement sans boussole, et sans idées neuves qui puissent enthousiasmer les Canadiens. Cela confirme une fois pour toutes ce que disait il y a quelques mois le député de Vaudreuil (M. Herbert) qui m'a précédé: c'est là le plus mauvais gouvernement que les Canadiens aient eu à supporter depuis la fin de la dernière Grande Guerre. J'irai plus loin que ce député, qui appuie à regret ce gouvernement amorphe. La façon dont cette affaire a été menée confirme bien dans l'esprit de tous les Canadiens ce que dans l'opposition nous savons depuis des mois pour l'avoir constaté *de visu*: c'est que ce gouvernement qui siège à votre droite, monsieur l'Orateur, est indiscutablement le pire gouvernement que nous ayons connu au Canada depuis la Confédération. C'est à regret que je dois le dire. D'un bout à l'autre du pays, nos concitoyens disent que ce gouvernement est le plus mauvais de tous, et l'histoire leur donnera raison. Le pire gouvernement que nous ayons connu depuis la Confédération. Il faut qu'il parte, et le plus vite possible.

M. Penner: Ménagez-vous pour les élections.

M. Graftey: Il n'y aura peut-être pas d'élections, parce que le premier ministre n'a pas assez de cran. Il est hypnotisé par un sondage, et il n'a pas le courage d'affronter l'électorat. Ce n'est pas le cas pour les électeurs eux-mêmes, parce que franchement les Canadiens ne pourront pas supporter encore quelques mois de plus ce gouvernement qui est le pire depuis la Confédération.

Quand j'étais jeune homme, j'ai été appelé au conseil d'administration d'une société canadienne de taille moyenne, et à ma première séance du conseil je me suis penché vers un de mes collègues administrateurs pour lui demander: «Est-ce que cette société est solide et en bon état?—Diable oui, m'a-t-il

Impôt sur le revenu—Loi

répondu car voilà dix ans qu'elle est mal gérée et elle survit quand même.»

● (2032)

Lorsque je vois la façon dont cette affaire de la taxe de vente a été menée je dis aux Canadiens de ne pas perdre espoir car notre pays est jeune et fort puisqu'il a survécu à dix années consécutives de gabegie manifeste. Le fait est néanmoins que ces folies doivent cesser, monsieur l'Orateur. J'ai parlé récemment à l'un de mes électeurs de l'âge d'or qui a voté pour les libéraux ainsi que pour les conservateurs par le passé et qui a d'ailleurs voté contre et pour moi. Il m'a dit qu'il avait 90 ans et que depuis 90 ans qu'il était citoyen canadien il n'avait jamais vu un gouvernement à Ottawa se fourvoyer dans une seule affaire autant que l'actuel gouvernement fédéral l'a fait en proposant de réduire les taxes de vente.

[Français]

Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne la question à l'étude ce soir, je pose la question catégoriquement: Qui appuie la mesure? L'Assemblée nationale, et cela inclut chaque parti de l'opposition à Québec? Non. La population de la province de Québec et plusieurs corps privés de la province de Québec? Non. Chaque député de l'opposition ici à Ottawa? Non. M. Ryan, le grand chef actuel du parti libéral dans la province de Québec? Non. Et depuis la volte-face du gouvernement fédéral cette semaine, les citoyens et les gouvernements des autres provinces? Non. La volte-face du gouvernement fédéral annoncée cette semaine, la plus grande volte-face dont j'ai été témoin depuis des années ici à Ottawa, et finalement, monsieur l'Orateur, plusieurs ministériels sincères? Non.

Monsieur le président, nous avons en anglais une drôle d'expression: *Everybody is out of step but me*. Le très honorable premier ministre et le ministre des Finances, pensez à cela, et pour le bien-être de notre pays et de notre économie canadienne, retirez ce bill aussi vite que possible, et consultez les provinces dans un esprit de compréhension et de bonne entente. Au moins acceptez la modification proposée par l'honorable chef du Nouveau parti démocratique cet après-midi. Et vous autres, vous autres les députés du côté gouvernemental, ou plutôt les députés de la province de Québec, je pense maintenant au député de Maisonneuve-Rosemont (M. Joyal), au député de Compton (M. Tessier), la population québécoise vous regarde maintenant avec beaucoup d'intérêt. Ils désirent savoir ce qui est le plus important, vous autres les députés de la province de Québec, les aspirations légitimes de toute une population québécoise exprimées par un vote unanime de l'Assemblée nationale et de plusieurs cours privées dans la province de Québec.

J'adresse mes paroles ce soir aux députés de la province de Québec. Où êtes-vous? Parce que, à maintes reprises vous avez parlé avec moi dans les corridors. Ils disaient: Nous sommes contre cela! Le ministre des Finances est stupide et est fou! C'est bien bon dire cela dans les corridors sur la colline parlementaire, dans le caucus du parti libéral, mais allez-vous vous exprimer pour défendre les droits légitimes de vos concitoyens de la province de Québec, allez-vous exprimer ces idées publiquement? Vous avez l'occasion, mes amis. Vous avez l'occasion, les députés de la province de Québec, de défendre les droits légitimes de vos concitoyens.